

Déclaration liminaire du SE-Unsa - CTSD du 15 février 2012



Monsieur l'Inspecteur d'Académie, depuis maintenant 5 années notre ministère nous a soumis au dogme du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Plus nous avançons dans cette voie, plus notre École est exsangue.

Aujourd'hui, les effets des saignées successives qui nous ont été imposées la laissent dépouillée, et c'est dans cette situation que notre département s'apprête à connaître une vague de suppressions de postes historique au vu de son ampleur.

Faut-il se couper le bras droit plutôt que le gauche ?

À moins qu'une jambe fasse l'affaire ?

Les représentants du personnel, membres du syndicat des enseignants de l'Unsa, refusent de se prononcer sur ce démembrement.

Il est aussi important de ne pas avoir de classes surchargées qu'il est important de pouvoir compter sur des enseignants spécialisés à même d'apporter des solutions à la grande difficulté scolaire.

Il est aussi important de pouvoir coordonner l'action éducative dans les zones prioritaires qu'il est important de remplacer un enseignant malade et d'assurer ainsi une continuité éducative.

Il est aussi important de pouvoir s'appuyer sur des maîtres formateurs dans leurs écoles qu'il est important que les circonscriptions puissent s'appuyer sur une équipe de conseillers pédagogiques.

Non monsieur l'Inspecteur d'Académie aucune de ces options ne nous semble envisageable.

Nous n'imaginons pas sacrifier l'avenir des enfants de notre pays au nom de dogmes budgétaires.

La folie spéculative qui gouverne aujourd'hui le monde s'attaque ici à l'un des fondements de notre Nation : si l'école n'est plus là pour assurer un juste et bon renouvellement des générations la Nation s'effondrera.

Nous en sommes convaincus : même en déployant des trésors d'inventivité, cette carte scolaire ne sera jamais autre chose qu'un pas de plus vers le pire.

Pour l'école publique : il faut que ça change !

